

Histoire du PRG

LES GRANDS ANCÊTRES (1789-1870)

CONDORCET (1743-1794)

A la fois philosophe des lumières et révolutionnaire, synthèse tragique de la pensée et de l'action (l'échafaud était au bout), Condorcet compte parmi les " grands hommes " des radicaux qui n'ont pas hésité, rétrospectivement, à en faire le premier d'entre eux.

Condorcet mérite à double titre l'admiration des radicaux. Pour sa remarquable Esquisse de l'histoire des progrès de l'esprit humain (1793) d'une part, livre d'optimisme d'où découle la confiance dans la perfectibilité de l'homme et des sociétés, base de tout réformisme politique. Pour son projet d'organisation scolaire, d'autre part, mettant en avant le rôle de l'éducation dans les progrès de l'individu et de la société. Si l'on devait résumer d'une phrase la pensée de Condorcet, on pourrait dire : confiance en l'homme tout en le sachant imparfait. C'est là, déjà, presque une définition du radicalisme.

Le mot radical, dans son sens politique, est apparu pour la première fois en Angleterre. C'est là que naquit, en 1776, un " parti radical " qui se donnait pour but de réaliser des réformes profondes, à l'aide de l'instauration du suffrage universel.

Le mot fut repris en France sous la restauration par les royalistes ultras pour désigner tout réformateur qu'ils ne pouvaient bien sûr imaginer autrement que "radical". Tombé dans l'oubli, il réapparaît en 1835 sous la Monarchie de Juillet. Les lois sur la presse (septembre 1835) ayant interdit l'usage du mot "républicain", il fit alors usage de vocable de substitution.

LEDRU-ROLLIN (1807-1874)

Le premier homme politique à se revendiquer ouvertement du terme radical fut **Ledru-Rollin**. Député d'opposition sous la monarchie de juillet, révolutionnaire en 1848, exilé en Angleterre à partir de 1849, Ledru-Rollin ajouta un " plus " à la pensée de Condorcet : la démocratie n'étant pas pour lui une fin en soi, mais un moyen de promouvoir les réformes sociales. Pour lui, la question sociale, c'est à dire le paupérisme croissant des prolétaires des villes, à mesure que se développait la révolution industrielle, devait être affronté à bras le corps.



Il demandait :

- la nationalisation des mines et chemins de fer
- une réforme fiscale dans le sens d'une plus juste répartition de la charge de l'impôt
- l'instruction gratuite et obligatoire
- la liberté d'association

Une différence essentielle opposait cependant le radicalisme de Ledru-Rollin au communisme qui se développait alors, notamment autour d'Etienne Cabet : la question de la propriété.

Pour Ledru-Rollin, la propriété ne devait pas disparaître, mais s'étendre à tous. Il rêvait d'une société de petits propriétaires indépendants, rêve qui avait déjà été celui des sans-culottes de la révolution, et qui resta celui des radicaux jusque dans les années 50.

GAMBETTA (1838-1882)



Le véritable chef du radicalisme était alors **Gambetta**. Tribun magnifique, orateur chaleureux, Gambetta, à l'occasion des élections de 1869, fit connaître son Programme de Belleville. Ce dernier devait rapidement devenir mythique et la bible des radicaux pendant près de 50 ans. A côté des libertés fondamentales, Gambetta y demandait :

- l'école gratuite, laïque et obligatoire
- l'abolition des monopoles économiques

Affirmant que " la forme l'emporte et résout le fond ", il accordait un rôle essentiel à la forme républicaine des institutions et au suffrage universel pour la réalisation des réformes sociales dont avaient tant besoin les classes laborieuses.

LE RADICALISME HEROÏQUE (1870-1970)

4 septembre 1870 : l'empereur ayant été vaincu et fait prisonnier à Sedan par les armées prussiennes, la République fut proclamée. Puis, ce fut la Commune de Paris au printemps 1871. Les radicaux étaient, globalement, dans le tiers parti, celui qui tenta d'arrêter la guerre civile, et que les Versaillais assimilèrent souvent aux communards. Aux lendemains de la Commune, la république était menacée, la droite monarchique, majoritaire à l'Assemblée Nationale, rêvant d'une restauration. Ce n'est qu'en 1879 que le danger fut repoussé. C'est alors que les républicains, jusqu'alors unis, se scindèrent en deux tendances : les opportunistes et les radicaux.

Opportunistes et Radicaux

Les premiers, autour de Gambetta (devenu modéré) et de Jules Ferry (dont une fausse légende veut qu'il ait été radical), proposaient d'attendre le moment opportun -c'est à dire jamais disaient d'aucuns- pour réaliser le programme de Belleville. Pour les radicaux regroupés autour de **Georges Clémenceau** (1841-1929) et de Camille Pelletan (1846-1915), il fallait le réaliser sans attendre. Les opportunistes voyaient volontiers dans les radicaux une certaine démagogie. C'est pourtant sous la pression des radicaux que Jules Ferry réalisa sa grande œuvre, déjà demandée en son temps par Ledru-Rollin : l'école gratuite, laïque et obligatoire. Alors même que s'affrontaient opportunistes et radicaux, des nuances se faisaient jour parmi ces derniers. Certains étaient prêts à des compromis pour obtenir des portefeuilles ministériels (Floquet, Brisson), ce que refusaient les radicaux intransigeants, plus tard appelés radicaux-socialistes (Clémenceau, Pelletan). Cette dualité du radicalisme fut durable. C'est elle qui donna naissance à un radicalisme de droite et à un radicalisme de gauche.

Le solidarisme

Au tournant des XIXème et XXème siècles, les radicaux sentirent le besoin de préciser leur philosophie politique qui se revendiquait des grands principes républicains et de l'héritage révolutionnaire. C'est alors que fut formulée par **Léon Bourgeois** (1851-1927), puis développée par le sociologue Célestin Bourglé (1870-1940), la doctrine du solidarisme (le premier publia Solidarité en 1896, le second Solidarisme en 1913). L'idée de base est que l'homme est redevable à la société, sans laquelle il ne pourrait vivre. Certains, cependant, reçoivent davantage de la société qu'ils ne lui apportent, d'autres reçoivent moins qu'ils n'apportent. Il importe donc de rétablir l'équilibre du contrat social (Bourgeois préfère parler de "quasi-contrat") en donnant aux créanciers et en faisant payer les débiteurs. Ce trouvait ainsi justifié tout l'arsenal de ce que l'on appellera bien plus tard l'Etat providence : impôts sur le revenu, retraites, assurances sociales, etc. A la lutte des classes marxistes, le solidarisme préfère opposer la solidarité entre les classes. Au total, le solidarisme se présente comme un refus du libéralisme et du collectivisme. "L'individu ne pouvant être sans l'espèce, l'espèce ne pouvant durer que par l'individu" (Léon Bourgeois).

Le parti républicain, radical et radical-socialiste

Au gré de l'affaire Dreyfus qui avait occasionné un réflexe de défense républicaine dans le pays, les radicaux allaient enfin accéder au pouvoir et s'identifier un temps à la république elle-même. Mais auparavant, il leur fallait s'organiser davantage. La naissance du parti républicain, radical et radical-socialiste en 1901, en une période où se constituaient les grandes formations politiques de masse, fut une opération d'unification des diverses tendances du radicalisme, même si la tendance de gauche semblait l'emporter. La déclaration de clôture lue par Camille Pelletan insistait à l'union à gauche, la nationalisation des grands monopoles, la séparation de l'église et de l'Etat, et l'impôt sur le revenu. Ce n'est qu'en 1907, à Nancy, que le parti se dota d'un programme précis, nettement ancré à gauche. Ancrage à gauche que confirma le Congrès de Pau en 1913.

COMBES (1835-1921)

Un an après la constitution du parti radical, celui-ci remportait les élections législatives. Les années 1902-1905 allaient être les grandes heures du "bloc des gauches", unissant socialistes et radicaux autour de Jaurès, à la Chambre, et de **Combes**, à la tête du gouvernement. Le ministère Combes mena la lutte contre les congrégations religieuses, estimant que la destruction des chaînes intellectuelles était un préalable indispensable à la destruction des chaînes de travail. Cette période resta longtemps mythique pour les radicaux, qui y reconnaissent leur âge d'or. Les élections de 1906 furent un nouveau triomphe radical. Clémenceau accéda à la présidence du Conseil. Jusqu'en 1914, les radicaux furent quasiment de tous les gouvernements.

Radicaux de gauche, Radicaux de droite

Pourtant, leur programme ne fut que bien partiellement appliqué (virent cependant le jour les retraites ouvrières et l'impôt sur le revenu défendu par **Joseph Caillaux** (1863-1944)). C'est que l'anticléricisme n'étant plus là pour les réunir, après la séparation de l'église et de l'état (1905), radicaux de gauche et radicaux de droite s'opposèrent.

Radicaux de gauche

Pour les premiers, le radicalisme devait rester fidèle aux idéaux qui avaient fait sa grandeur, même si son électorat n'était plus ouvrier : "les radicaux-socialistes sont un parti bourgeois qui a l'âme d'un parti du peuple". Ferdinand Buisson.

Radicaux de droite

Pour ces derniers, l'action devait s'aligner sur la sociologie des classes moyennes (petits commerçants, petits artisans, professions libérales) qui constituait leur électorat, et il fallait rompre avec les socialistes.

La contradiction entre l'idéal de gauche du radicalisme et sa sociologie parvint à son paroxysme dans l'entre-guerre, paralysant son activité gouvernementale. Le bilan du radicalisme de cette période - quant bien même on ait pu parler de république radicale - est singulier. C'est en ces temps d'indécision et d'affairisme (qu'on songe à l'affaire Stavisky) que s'est enflée une certaine réputation d'un radicalisme au centrisme à toute épreuve, expert en manœuvres tactiques pour se maintenir au pouvoir. On serait ingrat cependant d'oublier les belles et grandes heures du Cartel des gauches (1924-1926) et du Front populaire (1936-1938) - Front populaire dont le programme, à la vérité, n'était rien d'autre qu'un programme radical de gauche, même si le mérite en est trop souvent attribué aux seuls socialistes et communistes. Ces deux expériences furent de courte durée : l'une et l'autre étant venue buter sur les contradictions internes et le fameux "mur d'argent". Deux personnages dominèrent cette période, alternant à la tête du parti et dans les ministères : les deux Edouard, **Herriot** (1872-1957) et Daladier (1884-1970).

Les jeunes Turcs

A l'initiative de quelques jeunes gens brillants et impertinents, de 1927 à 1934, une tentative de modernisation de la pensée radicale, accordant un poids accru aux questions économiques : le mouvement jeune turc. Là encore, deux tendances s'y dessinaient, par delà les camaraderies de jeunes gens d'une même génération décidés à faire bouger les choses : une tendance gauche, nostalgique des traditions du XIXème siècle, autour de Pierre Mendès France, Pierre Cot et Jacques Kayser ; une tendance technocratique et centriste, autour d'Emile Roche ou de Jean Luchaire.



LE NEO-RADICALISME ET LES TENTATIVES DE RENOVATION RADICALE (1945-1994)



A la libération, en dépit du comportement héroïque de certains de ses membres tels **Jean Moulin**, le radicalisme était discrédité. L'opinion publique l'assimilait par trop au régime de la IIIème république finissante, qui n'avait pas su préparer la guerre. On voulait du renouveau. Pourtant, en quelques années, le radicalisme allait reprendre une place essentielle sur l'échiquier politique, participant à toutes les expériences politiques à partir de 1947.

Mais le radicalisme d'alors n'était plus celui de 1936. Il était dans la lignée du néo-radicalisme défini en 1938 par Dalladier, hostile à l'ancrage à gauche du parti. Libéralisme ("debout les libéraux !" lancé René Mayer en 1949) et anti-communisme furent le nouveau credo radical, après que les tenants de l'aile gauche, sauf Mendès France, aient été exclus en 1946.

C'est justement **Mendès France** (1907-1983) qui devait essayer de ramener le radicalisme vers la gauche, dans une première tentative de rénovation. Après la chute de son gouvernement, le 5 février 1955 - gouvernement bientôt devenu mythique, du fait du courage et de la lucidité politique de son chef, tranchant les problèmes que l'on avait laissé pourrir - Pierre Mendès France prit la tête du parti radical le 4 mai 1955 (il était en réalité premier vice-président, Herriot occupant une assez peu radicale présidence... à vie !).

Le radicalisme connu alors un nouveau dynamisme. Une campagne d'adhésion fut lancée. Une école de cadres fut créée. Au vieux radicalisme rural du sud-ouest vint ainsi se superposer un radicalisme urbain, jeune, avec une certaine proportion de femmes et de catholiques de gauche. La greffe pourtant devait échouer.

Une partie des députés radicaux ne suivirent pas Mendès France dans son refus de la politique de guerre en Algérie de Guy Mollet. Pierre Mendès France démissionna de la tête du parti le 23 mai 1957.

Une partie des radicaux déçus par le parti devaient contribuer, en 1964, derrière Charles Hernu, à la constitution de la Convention des Institutions Républicaines, étape essentielle dans le parcours de François Mitterrand vers l'Élysée.

JEAN-JACQUES SERVAN-SCHREIBER

Une seconde tentative de rénovation fut menée deux ans plus tard par Jean-Jacques Servan-Schreiber, secrétaire national du parti en 1969 (sous la présidence de Maurice Faure), puis président en octobre 1971.

En janvier 1970, Servan Schreiber rédigea avec Michel Albert un Manifeste radical. L'inspiration en était moderniste et optimiste (on était encore dans les années de croissance et de plein emploi). Comme au temps de Mendès France, les adhésions se multiplièrent. On vit coexister de vieux radicaux et de jeunes technocrates ou managers. On a pu parler du "mariage du cassoulet et de l'ordinateur".

Le contexte institutionnel était alors très différent de celui qu'avait connu Pierre Mendès France. Au système multipolaire de la IV^{ème} république avait succédé le système bipolaire de la Ve. La voie de l'autonomie était très difficile pour un radicalisme situé au centre de l'échiquier politique. Refusant l'alliance communiste prônée par le PS de François Mitterrand, Jean-Jacques Servan-Schreiber chercha l'alliance des centristes. Ce fut l'éclatement du parti en octobre 1972. Le MRG naquit en janvier 1973, présidé par Robert Fabre, et comprenant en son sein la plupart des parlementaires radicaux et des élus du sud-ouest. Le MRG devint la troisième composante de l'union de la gauche.



DU MRG A PARTI RADICAL DE GAUCHE

En 1977, le MRG s'opposa aux propositions communistes relatives à l'actualisation du programme commun. Il participa ainsi à la rupture de l'union de la gauche. En 1981, les radicaux de gauche présentèrent un candidat à la présidence de la République, Michel Crépeau, puis se rassemblèrent, au second tour, autour de la candidature de François Mitterrand. En mai 1981, Michel Crépeau entra au gouvernement de Pierre Mauroy, ainsi que François Abadie. Deux à trois ministres ou secrétaires d'Etat radicaux de gauche participèrent aux gouvernements successifs de la gauche de 1981 à 1995 : Michel Crépeau, Roger-Gérard Schwartzberg, Jean-Michel Baylet, François Doubin, Emile Zuccarelli, tous anciens présidents du MRG. Ils contribuèrent à la mise en œuvre des grandes réformes qui firent entrer dans la réalité leurs idéaux d'humanisme et de solidarité.

La tentation de l'autonomie radicale ne disparut pas après 1981. Elle se manifesta notamment en 1984 (européennes) et 1986 (législatives), sans que le succès soit au rendez-vous.

Sous la présidence de Jean-François Hory, élu en 1993, le MRG - devenu " Radical " - obtint 13 députés aux élections européennes de 1994 avec une liste conduite par Bernard Tapie. Les députés européens radicaux constituèrent au Parlement européen un groupe parlementaire sous la présidence de Catherine Lalumière : le groupe A.R.E. (Alliance Radicale Européenne) qui réunit des élus européens des quatre coins de l'Europe.

PARTI RADICAL DE GAUCHE

En janvier 1996, les radicaux élisent Jean-Michel Baylet qu'ils reconduisent à la tête du parti - dénommé alors Parti radical socialiste.

A l'issue des élections législatives de juin 1997, le parti devient la troisième composante de la majorité plurielle. Forts de leurs 13 députés, les radicaux de gauche constituent à l'Assemblée nationale un groupe parlementaire, avec le MDC et les Verts : le groupe RCV (Radical Citoyen et Vert) présidé par Michel Crépeau, député-maire de La Rochelle. Trois radicaux entrent au gouvernement de Lionel Jospin : Emile Zuccarelli, ministre de la Fonction Publique, de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat, Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la Santé, et Jacques Dondoux, Secrétaire d'Etat au Commerce Extérieur. En janvier 1998, Jean-Michel Baylet est réélu président du Parti Radical de Gauche. Les élections de mars 1998 voient le PRG doubler son nombre de conseillers régionaux et généraux. Cinq Conseils généraux sont présidés par des radicaux de gauche : Lot (Jean Milhau), Haute-Corse (Paul Giacobbi), Tarn-et-Garonne (Jean-Michel Baylet), Hautes-Pyrénées (François Fortassin) et Haute-Saône (Marc Roussel). En avril 1999, suite au décès de Michel Crépeau, Roger-Gérard Schwartzberg, député du Val-de-Marne, le succède à la tête du groupe RCV à l'Assemblée Nationale. Lors des élections européennes de juin 1999, Catherine Lalumière et Michel Dary sont réélus députés européens. Le 26 mars 2000, Jean-Michel Baylet est reconduit à la tête du PRG lors du Congrès du parti. Le lendemain, Roger-Gérard Schwartzberg est nommé Ministre de La Recherche. Bernard Charles lui succède à la tête du groupe RCV à l'Assemblée Nationale.